



Association (loi 1901)  
DR@F --- Digital Radioamateur France

**Réponse de l'association DR@F – Digital Radioamateur France, à la consultation publique de l'ARCEP du 15 décembre 2011, à propos du projet de décision de réglementation des Services d'Amateur et Amateur par Satellite.**

Courbevoie, le 19 janvier 2012

ARCEP  
Monsieur Jérôme ROUSSEAU  
Directeur du spectre et des relations avec les équipementiers  
7, square Max Hymans  
75730 Paris cedex 15  
Mail : [amateur@arcep.fr](mailto:amateur@arcep.fr)

**Question 1 :**

***Quels sont les différents types de stations automatiques (stations répétitrices, balises,...) utilisées et les usages associés ? L'usage de ces stations est-il amené à évoluer ? Les conditions d'utilisation des fréquences fixées par le projet de décision qui suit vous semblent-elles adaptées à ces stations ? L'utilisation de telles stations nécessite-t-elle, selon vous, que soient fixées des dispositions complémentaires spécifiques en matière d'utilisation des fréquences ?***

**Réponse du DR@F :**

Les Services d'Amateur et d'Amateur par satellite en France évoluent rapidement. Les technologies utilisées sont de plus en plus complexes. Les stations répétitrices, les balises, ou les points d'accès sont aujourd'hui possibles afin de créer un réseau maillé. Il est ainsi possible de surveiller les propriétés radioélectriques d'une bande de fréquence, de commander à distance une station, et d'élaborer de nouveaux modes de transmission. Ces stations automatiques évolueront donc rapidement et devraient, selon nous, être encadrées un peu plus précisément dans le projet de texte.

Nous proposons de limiter la mise en œuvre de ces stations automatiques (répéteur, balise, point d'accès) aux opérateurs de classe 1 et 2. De la même manière, nous pensons qu'il est important de préciser qu'une station répétitrice ne doit pas être mise en œuvre pour un groupe restreint.

**Question 2 :**

***Avez-vous d'autres commentaires sur le projet de décision qui suit ?***

**Réponse du DR@F :**

**1) Sur le cadre juridique :**

Nous pensons qu'il est nécessaire de faire référence, en préambule du texte, à l'article L33-2 du CPCE, car il précise certaines conditions d'interconnexion des installations de type L33-3 dont dépend les Services d'Amateur et d'Amateur par satellite.

Adresse postale :  
8, chemin Pierre de Ronsard 92400 Courbevoie  
Email: [mailto:president@draf.asso.fr](mailto:mailto:president@draf.asso.fr) / web : <http://draf.asso.fr> / Tel : 0950639008 / FAX : 0955639008



Association (loi 1901)  
DR@F --- Digital Radioamateur France

## 2) A propos de l'article 1 :

Les radioamateurs sont susceptibles d'intervenir lors de catastrophes ou pour les secours. Nous pensons qu'il est important d'ajouter un texte qui encadre ces activités plus précisément en ajoutant un texte permettant l'intégration des opérateurs des Services d'Amateur et d'Amateur par Satellite, dans le cadre d'un Plan Communal de Sauvegarde, en accord avec une autorité territoriale, comme définis par le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005, en application de l'article 13 de la loi sur la Sécurité civile n°2004-811 du 13 août 2004.

## 3) A propos de l'article 3 :

Le fondement des Services d'Amateur et d'Amateur par satellite est l'expérimentation et l'instruction individuelle au travers de constructions personnelles. Nous pensons donc qu'il est nécessaire de préciser les conditions techniques minimales, lorsque la station contient des équipements qui ne sont pas issus du commerce. Dans ce cas, nous suggérons d'ajouter à l'article 3 du projet, le texte suivant :

*« L'opérateur d'une installation radioélectrique doit s'assurer de sa conformité aux exigences essentielles ou conditions communes d'utilisation des fréquences par les stations radioélectriques du service d'amateur ou du service d'amateur par satellite, précisées dans le point 3 de l'annexe de la présente décision, si cette installation a le caractère d'une construction personnelle. Une construction est considérée comme personnelle si elle est composée soit d'installations partiellement ou en totalité réalisées par l'utilisateur, soit d'équipements mis sur le marché dont les caractéristiques ont été modifiées par l'utilisateur. Les constructions personnelles sont exclues du champ d'application du décret n° 2006-1278 du 18 octobre 2006 susvisé ».*

Nous pensons que cette exclusion, bien que déjà indiquée par la directive 99/5/CE et actuellement en vigueur dans la décision n° 2010-0537, trouve ici toute sa justification et devrait être maintenue. De la même manière, nous pensons qu'il faille ajouter en référence, l'article 1-4 de la directive 99/5/CE, excluant explicitement en annexe I-1, les équipements radioamateur qui ne sont pas dans le commerce, kits, et modifications d'appareils du commerce.

## 4) A propos du tableau de fréquence (Amateur par Satellite) en paragraphe 2 de l'annexe :

Il s'est glissé une erreur dans le tableau de fréquences donné en annexe pour les Services d'Amateur par Amateur par satellite à propos de la bande 435 à 438 MHz; Dans le projet de texte cette bande de fréquence ne pourrait être utilisée que dans le sens « terre vers espace ». Le RR édition 2008 (WRC-07), article RR5-50 (tableau des fréquences de 410 à 460 MHz) en page 86 renvoi au 5.282 pour la bande 432 à 438MHz et dit :

*« Le service d'amateur par satellite peut fonctionner dans les bandes 435-438 MHz, 1 260-1 270 MHz, 2 400-2 450 MHz, 3 400-3 410 MHz (dans les Régions 2 et 3 seulement) et 5 650-5 670 MHz, à condition qu'il n'en résulte pas de brouillage préjudiciable aux autres services fonctionnant conformément au Tableau (voir le numéro 5.43). Les administrations qui autoriseront cette utilisation doivent faire en sorte que tout brouillage préjudiciable causé par les émissions d'une station du service d'amateur par satellite soit immédiatement éliminé, conformément aux dispositions du numéro 25.11. L'utilisation des bandes 1 260-1 270 MHz et 5 650-5 670 MHz par le service d'amateur par satellite est limitée au sens Terre vers espace ».*

Le tableau du projet est donc correct pour la bande 5650 à 5725 MHz, mais devrait être corrigé pour ne limiter le sens « Terre vers espace » que pour la bande 1240 à 1300 MHz conformément au RR.



Association (loi 1901)  
DR@F --- Digital Radioamateur France

**5) A propos du tableau de fréquence (Opérateurs classe 3) en paragraphe 1 et 2 de l'annexe :**

Nous pensons que les bandes de fréquences utilisables par les opérateurs de classe 3 des Services d'Amateur et d'Amateur par Satellite pourraient être abondées par l'ajout de la bande 430 à 440 MHz et 28 à 29,7 MHz (limité à 10W).

**6) A propos des conditions d'utilisation des fréquences (Opérateurs classe 3) en paragraphe 3 de l'annexe :**

Nous pensons qu'il ne devrait pas être imposé une limitation de classe d'émission, car il serait créé une situation d'usage restreint des stations répétitrices, balises, ou satellites, dans le cas de classes d'émission différentes pour ce groupe d'opérateurs.

Nous espérons que nos remarques vous auront permis de mener à terme ce projet, dans l'intérêt général de la communauté des radioamateurs, en application du RR de l'UIT, des Directives Européennes et du CPCE.

Pierre BERNARD  
Président DR@F – Digital Radioamateur France